



Appui au Développement Intégral et à la
Solidarité sur les Collines

BP: 2695 Bujumbura-Burundi
Téléphone fixe: +257 77 25 75 20
Email: info @adisco.org www.adisco.org



LA VOIX DES COLLINES

Trimestriel d'information, de formation et d'action du monde rural

N°28-29, Décembre 2024



**L'AGRICULTURE FAMILIALE:
L'INCONTOURNABLE POUR
LA RESILIENCE AU BURUNDI**

Sommaire

Editorial	3
L'agriculture familiale : l'incontournable pour la résilience au burundi.....	4
1. Comment l'agriculture familiale est-elle conçue dans le monde et au Burundi ?.....	5
Pourquoi militer pour l'agriculture familiale au Burundi?.....	9
Le rôle des femmes et des jeunes dans l'agriculture familiale	11
L'agriculture familiale et l'agro-business : quels liens ou quels contrastes ?.....	13
Commune Mabanda : Célébration de la journée mondiale de l'environnement.....	15
Le Vice-Président de la République du Burundi tire une sonnette d'alarme.....	15
Bujumbura-Mairie : Conférence-débat sur les semences traditionnelles	17
La préservation des semences paysannes est une condition pour atteindre une agriculture résiliente et durable	17
Le gouvernement burundais est appelé à ratifier la résolution de l'ONU sur l'Ecosol.....	19
Coopérative TERUJIMBERE: Lancement du service de facilitation de la chaîne de solidarité « porcs »	21
Le 8 mars : un cadre privilégié pour mener le plaidoyer en faveur de la femme	24
Durable tant que la femme a un pouvoir de décision très limitée sur les ressources »	24
Les bénéficiaires sont appelés à ne pas casser la chaîne de solidarité animale.....	27
NGOZI-KAYANZA : Lancement de la campagne de diffusion de caprins et porcins	27
Le projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA engagé dans la lutte contre l'acidité des sols au nord du Burundi.....	30
Elevage du Porc.....	31
Les bienfaits insoupçonnés de l'avocat.....	41

Directeur de Publication :
Libère Bukobero

Directeur Ajoint :
Fidèle Niyonizigiye

Rédacteur en chef :
Jean-Petit Havyarimana

Comité de rédaction:
Libère Bukobero, Chantal Ntima,
Rémy Sibomana, Marie Grâce
Niyizigama, Jean Petit Havyarimana,
Enock Niyomwungere, Métuschellah
Kezanutima, Fidèle Niyonizigiye

Maquettiste:
Crescence Nintunze

Editeur :
Adisco, Commune Ntahangwa, Zone
Buterere, Quartier Kiyangel-Population
BP 2695 BUJUMBURA
Téléphone fixe: +257 77 25 75 20
info@adisco.org
www.adisco.org

Retrouvez ce magazine:
Au siège d'Adisco à Bujumbura, aux bureaux des antennes d'Adisco à Gitega, Ngozi, Kirundo et à Bubanza; aux bureaux des fédérations des caféiculteurs à Bujumbura, Gitega, Ngozi, Kayanza, Kirundo; au siège de l'Union Haguruka des coopératives multifilières (Uhaicom) dans les Unions des Mutuelles de santé caféiculteurs du Burundi ainsi que les coopératives agricoles et les caféiculteurs accompagnés par Adisco et au siège de la fédération des mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi (Femuscabu) à Bujumbura.

Pourquoi parler encore de l'agriculture familiale? Que dire de cette agriculture irremplaçable et incontournable pour la survie de l'humanité en général et des populations des pays pauvres en particulier ?



Il y a des raisons de revenir sur ce sujet qui reste toujours d'actualité au moment où des approches et des politiques de plus d'un continuent à propulser des systèmes dévastateurs d'agriculture soit à la recherche effrénée des profits soit pour nourrir la population sans cesse croissante. Bien qu'il y ait des motifs pour l'industrialisation de l'agriculture, ce n'est pas raisonnable d'abandonner l'agriculture familiale car cette dernière nourrit une grande proportion de la population mondiale de par sa nature même et sa structure qui font qu'elle soit plus accessible aux plus vulnérables.

D'après la FAO, l'agriculture familiale concerne plus de la moitié des actifs des pays du Sud et 40 % des actifs à l'échelle mondiale ; elle occupe 2,6 milliards de la population humaine qui produisent 70 % de la production alimentaire mondiale avec 30 % des ressources agricoles mondiales. Selon la même source, l'agriculture capitaliste, ou agrobusiness, produit 30 % des aliments avec les 70 % des ressources restantes.

Au Burundi, seule l'agriculture familiale reste le principal pourvoyeur de l'emploi et de la nourriture pour tous. Sur base de ses critères intrinsèques qui font d'elle une particularité, les membres de la famille travaillent à plein temps, la production est destinée à l'autoconsommation familiale sans oublier l'indissociabilité du patrimoine familial.

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 vise à apporter un nouvel éclairage sur ce que signifie être un agriculteur familial dans un monde en mutation rapide. Elle est plus que jamais l'occasion de souligner le rôle important que jouent les agriculteurs familiaux dans l'éradication de la faim et la construction de notre avenir alimentaire. L'agriculture familiale offre une occasion unique d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens d'existence, de mieux gérer les ressources naturelles, de protéger l'environnement et de parvenir au développement durable, en particulier dans les zones rurales.

Grâce à leur sagesse et à leur respect de la terre, les agriculteurs familiaux sont les agents du changement dont nous avons besoin pour atteindre l'objectif « Faim Zéro » une planète plus équilibrée et résiliente. Tous les gouvernements mondiaux en général et celui du Burundi en particulier doivent s'inscrire dans cette logique. Il est donc plus qu'indispensable que tous nos plans, du PND au PCDC en passant par le compact et la Vision Burundi émergent en 2040 et Burundi développé en 2060 s'alignent sur les prescrits de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

La Voix Des Collines, à travers ce numéro, nous embarque sur cette trajectoire d'alignement et nous aide à comprendre ce qu'est l'agriculture familiale et ses implications sur la vie des populations ; elle nous donne les raisons de militer pour cette agriculture; démontre à plus d'un titre son potentiel dans la résilience des communautés aux chocs dus aux effets du changement climatique et à l'insécurité alimentaire.

Libère Bukobero

Directeur de Publication

L'AGRICULTURE FAMILIALE : L'INCONTOURNABLE POUR LA RESILIENCE AU BURUNDI

a. Qu'est-ce que l'agriculture familiale

L'agriculture familiale est fondamentalement un phénomène complexe, multidimensionnel et à plusieurs niveaux. Elle s'identifie par des qualités qui ne sont pas toujours présentes en même temps dans chaque situation. La chose la plus importante à retenir est que la réalité des exploitations familiales est beaucoup plus riche que les deux seuls aspects les plus souvent utilisés pour les décrire, à savoir *que l'exploitation*

est détenue par la famille et que le travail est effectué par les membres de la famille. Lorsque l'on parle d'agriculture familiale, il ne s'agit pas uniquement de la taille de l'exploitation, à l'instar de l'agriculture à petite échelle ; il s'agit davantage de la façon dont les gens pratiquent l'agriculture et vivent. C'est en cela que l'agriculture familiale est un mode de vie.

b. Équilibre entre l'exploitation et la famille



La famille contrôle les principales ressources qui sont utilisées dans l'exploitation. Il s'agit notamment de la terre, du bétail, des cultures, du matériel génétique, de la maison, des bâtiments, des équipements et, de manière plus générale,

du savoir-faire qui indique comment combiner et utiliser l'ensemble de ces ressources. Les autres ressources, tout aussi importantes, sont l'accès aux réseaux et aux marchés, ainsi que la copropriété que procurent les coopératives. Les exploitants

familiaux utilisent ces ressources pour vivre ; obtenir un revenu qui leur procure une vie décente et, si possible, la possibilité d'investir en vue de développer l'exploitation davantage. L'exploitation familiale est le lieu où la famille fournit l'essentiel de la main-d'œuvre. Cela fait de l'exploitation un lieu d'auto-emploi et de progrès pour la famille. C'est par leur dévouement et leur passion que l'exploitation connaît un développement plus important et que la famille enregistre une amélioration de ses moyens de subsistance. L'exploitation doit satisfaire aux nombreux besoins de la famille alors que cette

dernière fournit à l'exploitation opportunités et moyens. Ce lien entre la famille et l'exploitation est au centre des nombreuses décisions relatives au développement de l'exploitation. Chaque exploitation spécifique a ses propres équilibres particuliers à assurer, par exemple entre les bouches à nourrir et les bras requis pour faire le travail. Ces équilibres lient famille et exploitation et font de chaque exploitation familiale une collectivité exceptionnelle (Jan Douwe van der Ploeg).

1. Comment l'agriculture familiale est-elle conçue dans le monde et au Burundi ?

a. L'année internationale de l'agriculture familiale

Si l'intérêt pour l'agriculture familiale remonte à plus d'un siècle, plus récemment, l'année 2014 a été déclarée par l'ONU année internationale de l'agriculture familiale. Cette dédicace s'inscrit dans un contexte de renaissance des questions agricoles et alimentaires tant dans les pays du Sud ("émeutes de la faim" en 2008), que dans les pays du Nord (accès de tous à une "bonne" alimentation...). Si l'agriculture familiale a été choisie, c'est qu'elle représente une bonne partie des exploitations à l'échelle mondiale, tout en demeurant très modeste économiquement, et surtout parce que les modèles agricoles v sont questionnés. Ils le sont au nom de la quantité des aliments à fournir pour nourrir la planète, mais aussi de la qualité de ces aliments. Ils le sont également au nom de l'environnement, des enjeux sociaux, et plus généralement du développement et de l'aménagement des territoires. Pour la FAO, préserver et promouvoir l'agriculture familiale permet de répondre à ces enjeux : "L'agriculture familiale et la petite agriculture sont liées de façon indissociable à la sécurité alimentaire mondiale. L'agriculture familiale préserve les produits dits traditionnels, tout en contribuant à une alimentation saine et équilibrée, à la conservation de la biodiversité agricole mondiale et à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'agriculture familiale peut être un moyen de stimuler les économies locales surtout si elle est associée à des politiques spécifiques axées sur la protection sociale et le bien-



être des communautés". L'agriculture familiale tend à devenir un modèle de développement durable dans toutes ses composantes, y compris culturelles. Depuis plusieurs années des rapports de la FAO insistent sur la nécessité de valoriser et préserver les produits traditionnels issus de l'agriculture familiale.

Mais qu'entend-on par agriculture familiale ? La définition du site Internet de la FAO « L'agriculture familiale englobe toutes les activités agricoles reposant sur la famille, en relation avec de nombreux aspects du développement rural. L'agriculture familiale permet d'organiser la production agricole, forestière, halieutique, pastorale ou aquacole qui, sous la gestion d'une famille, repose essentiellement sur de la main-d'œuvre familiale, aussi bien les hommes que les femmes » est parlante, efficace, et d'une certaine façon suffisamment vague pour décrire une grande variété de situations.

b. Le rôle de l'agriculture familiale

En 2014, les Nations Unies ont reconnu que l'agriculture familiale était la forme la plus répandue de production alimentaire et agricole, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Les exploitants familiaux, y compris les pêcheurs et les éleveurs de toutes les régions, produisent plus de 80% des denrées

alimentaires mondiales quant à la valeur³. Plus de 90% de l'ensemble des exploitations du monde (plus de 500 millions) sont dirigées par des familles et reposent sur une main-d'œuvre familiale, et 84% de toutes les exploitations sont de petites exploitations (de moins de 2 hectares)

¹ Argumentaire FAO sur la page d'accès du site de la FAO consacré à l'année internationale de l'agriculture familiale www.fao.org/family-farming-2014/fr/

³ FAO, La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture: Ouvrir l'agriculture familiale à l'innovation (2014), <http://www.fao.org/3/a-i4040f.pdf>

c. Décennie pour l'agriculture familiale

Le 20 décembre 2017, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 72/239 dans laquelle elle proclame la période 2019-2028 «*Décennie pour l'agriculture familiale*». Cette résolution a été adoptée à l'unanimité à l'issue d'une campagne efficace menée par le Gouvernement costaricien et le Forum rural mondial, laquelle a été activement soutenue par le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres partenaires.

Le fait que la résolution a été validée par plus de 100 États membres montre combien il importe de promouvoir l'agriculture familiale au regard de l'objectif de transformation durable et inclusive du monde rural et de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Dans cette résolution, l'Assemblée générale des Nations Unies demande explicitement au FIDA et à la FAO de diriger la mise en œuvre de la Décennie pour



l'agriculture familiale, en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies. Il s'agit notamment pour le FIDA et la FAO de définir et d'élaborer des activités et des programmes dans le cadre de leur mandat, à l'aide de leurs ressources existantes et de contributions volontaires, le cas échéant.

d. Objectif de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale

La Décennie vise à concentrer les travaux de la communauté internationale notamment les autorités nationales et locales, les parlementaires, les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales, les institutions financières internationales, les organes régionaux, les universités, les instituts de recherche, les organisations de la société civile et le secteur privé sur le renforcement de la place de l'agriculture familiale dans les politiques économiques,

environnementales et sociales à tous les niveaux, afin de contribuer à la réalisation des ODD.

Les objectifs particuliers suivants ont été formulés au titre de la Décennie à partir des échanges menés par les principaux partenaires : ils ont ensuite été soumis au comité de pilotage international en novembre 2018 en vue d'être examinés et approuvés avant la fin de l'année :

- Améliorer l'inclusion socioéconomique, l'égalité et le bien-être dans les communautés rurales par l'intermédiaire des agriculteurs familiaux et avec eux. Mettre fin à l'insécurité alimentaire, à la pauvreté, à la faim et à la malnutrition dans les communautés rurales en garantissant et en améliorant l'accès des agriculteurs familiaux à des moyens d'existence résilients, à des systèmes de protection sociale et à des marchés alimentaires inclusifs, en vue d'assurer la disponibilité de la nourriture et d'accroître leur revenu.
- Promouvoir une agriculture, une foresterie et une pêche durables par l'intermédiaire des agriculteurs familiaux et avec eux, sur la base d'une utilisation durable des ressources naturelles. Accroître la production durable et la productivité des agriculteurs familiaux, tout en contribuant à l'établissement de marchés inclusifs et à la création d'autres perspectives d'emploi rural décent.
- Renforcer la capacité des agriculteurs familiaux de sauvegarder, de maintenir, d'adapter et d'accroître la biodiversité, ainsi que de préserver l'environnement et la culture. S'attaquer aux risques et vulnérabilités d'ordre environnemental auxquels font face les agriculteurs familiaux dans le monde entier, tout en les aidant à exprimer pleinement leur potentiel s'agissant de protéger l'environnement, de lutter contre les effets des changements climatiques, de protéger la biodiversité et la culture et de promouvoir une alimentation saine, diversifiée, équilibrée et adaptée du point de vue culturel, notamment en renforçant des marchés locaux inclusifs.
- Améliorer la capacité des agriculteurs familiaux de produire des savoirs et de fournir des

services inclusifs dans les zones rurales. Renforcer les organisations d'agriculteurs familiaux et de producteurs, les associations paysannes, les coopératives agricoles et les organisations de la société civile concernées, et leur donner les moyens de favoriser l'amélioration des conditions sociales et économiques dans les zones rurales en appuyant la production de savoirs et l'innovation, en renforçant la capacité entrepreneuriale des exploitations familiales et leur intégration aux filières, et en améliorant leur capacité de négociation et leur participation aux processus décisionnels à tous les niveaux.

- Aider les jeunes agriculteurs familiaux au moyen de politiques propices à une transformation inclusive et durable du monde rural, et améliorer les perspectives d'avenir de l'agriculture familiale en favorisant l'accès des jeunes aux ressources naturelles et financières, aux infrastructures, aux biens publics, aux services et à l'innovation, pour qu'ils deviennent les acteurs d'un développement rural durable alliant savoirs traditionnels et solutions innovantes.
- Promouvoir l'égalité des sexes dans l'agriculture familiale. Appuyer la mise en place d'instruments et de mesures favorables au respect des droits des femmes et de l'égalité des sexes dans la production alimentaire et agricole, ainsi qu'à l'autonomisation des femmes rurales. Améliorer l'accès aux ressources productives et financières, en particulier les terres, et le contrôle de ces ressources; et faciliter l'accès à l'information, aux politiques de protection sociale, aux marchés, aux emplois, à l'éducation, aux services de vulgarisation et aux technologies.

e. L'agriculture familiale au Burundi

Au Burundi, l'agriculture compte pour 43% du PIB et emploie 90% de la population. L'agriculture est donc le moyen de subsistance de plus des trois quarts des burundais. La taille moyenne des exploitations serait de 0.5ha et les capacités d'extension sont quasi limitées. Les exploitations familiales sont soumises aux morcellements continus du fait de la pression démographique et de la succession. Elles sont, en outre, caractérisées par des associations des cultures diversifiées préservant ainsi la biodiversité agricole et la durabilité des systèmes de production. Les exploitations familiales présentent des avantages spécifiques à savoir :



1. Les exploitations familiales assurent la

sécurité alimentaire du ménage par une alimentation variée. Elles permettent non

seulement de répondre à la question de la faim (quantité alimentaire suffisante) mais aussi et surtout à la question nutritionnelle (régime alimentaire complet et équilibré), par la diversification de la production.

2. Par l'association des cultures alimentaires et des cultures spéculatives, elles permettent aux ménages non seulement de satisfaire les besoins de la nourriture, mais aussi de dégager des surplus pour la vente et gagner des revenus.
3. Elles confèrent aux ménages une excellente résilience face aux chocs externes tels que les crises économiques, les fluctuations des prix des denrées alimentaires, la dévaluation de la monnaie, l'inflation, le changement climatique,...
4. Les exploitations familiales préservent des savoirs traditionnels liés à l'agriculture : les cultures dites endogènes, des plantes phytosanitaires, un mode traditionnel de gestion de l'eau, de conservation des sols et des manières de planter,...

doit être soumise à un processus de modernisation. Cela transforme l'exploitant familial en un simple fournisseur de main-d'œuvre, en oubliant toutes les autres caractéristiques mentionnées ci-dessus. Une différence majeure des exploitations familiales et commerciales est que les « vraies » exploitations familiales grandissent et se développent surtout grâce à une gestion intelligente des ressources naturelles, économiques et humaines, et par l'apprentissage inter-générationnel. Les exploitations commerciales se développent notamment par l'absorption d'autres exploitations familiales. Cette tendance à emprunter des trajectoires commerciales est une menace majeure à la continuité et à la prédominance des exploitations familiales. Lorsque les accaparements des terres par les élites dépossèdent les petits exploitants ; lorsque les subdivisions continues induisent les exploitations familiales à la difficulté à s'insérer dans la chaîne de valeur ; lorsque l'accès aux crédits, aux intrants, aux marchés est de plus en plus bloqué et que les politiques agricoles ne donnent pas la place aux exploitations familiales,



Toutefois, il pourrait s'avérer impossible de tenir toutes ces promesses effectivement. Tel est le cas en particulier aujourd'hui, à un moment où l'agriculture familiale est saignée à blanc. Aujourd'hui, il est à la mode de parler de la « nécessité de rendre l'agriculture familiale plus commerciale ». Elle doit s'orienter « vers la création de bénéfices ». Bref, l'agriculture familiale devrait devenir moins « rurale » et plus « commerciale ». Selon ce point de vue, l'agriculture familiale du Burundi

dans ces conditions, les exploitations familiales sont menacées de disparaître progressivement. Les politiques agricoles nationales, les systèmes de vulgarisation dont les agropoles, la régionalisation des cultures, les centres de rayonnement devraient démontrer leurs contributions, leurs liens et leurs complémentarités aux exploitations familiales afin qu'elles grandissent et se développent. Elles devraient apporter un soutien réfléchi aux exploitants familiaux ; « nos héros de la

production agricole » qui, en dépit des conditions exceptionnelles, continuent de travailler dans l'ombre jour et nuit pour approvisionner les marchés et villes en produits alimentaires ; et la

population burundaise en compte un bon nombre.

2. Pourquoi militer pour l'agriculture familiale au Burundi ?

D'emblée, militer pour l'agriculture familiale est une question de justice sociale étant donné le rôle éminent qu'elle joue dans la création de l'emploi et dans la production de la nourriture saine pour nourrir la famille et le monde. En deuxième lieu, c'est le modèle le plus approprié pour la préservation de l'environnement. Enfin, l'agriculture familiale est un choix des Nations Unies à suivre absolument.

L'agriculture familiale crée de l'emploi au Burundi

Le Burundi étant essentiellement agricole, la majorité de la population vit de l'agriculture (plus de 95%). De ce fait, l'agriculture devient un mode de vie des familles où plus de 1,6 millions de ménages sont ruraux et agricoles.

Ce type d'agriculture burundaise emploie une main d'œuvre essentiellement familiale. Le Burundi occupe le premier rang mondial au niveau des emplois agricoles soit 85% en 2022 du total des emplois.

C'est l'agriculture familiale qui nous nourrit

Si l'agriculture familiale occupe plus de 95% des emplois en milieu rural, il est clair qu'elle fait vivre tous les burundais. Bien que les milieux urbains soient dépendants de quelques importations, l'essentiel de l'alimentation provient de la production intérieure issue de l'agriculture familiale. En rendant visite à la famille de Mbutuguru à la colline Gashurushuru, Zone Bwagiriza, Commune Butezi en province

Ruyigi, on trouve que ce ménage vend uniquement des nattes fabriquées pour s'acheter du sel et un peu d'huile uniquement ; la famille trouve dans son champ de quoi manger toute l'année ; ce ménage est un prototype pour l'agriculture familiale. C'est une famille pauvre qui ne vit que de l'agriculture.



L'agriculture familiale préserve l'environnement

Au-delà de toute considération, l'agriculture familiale repose sur l'exploitation familiale intégrée qui, de par ses composantes, préserve l'environnement et augmente la résilience familiale et communautaire. Ainsi, l'EFI comprend des composantes alimentaires constituant une source d'aliments complets car fournit des aliments sources de protéines comme les légumineuses et le petit élevage (des cochons d'Inde, des lapins et la basse-cour), des aliments sources de lipides comme des avocats, des aliments sources de protides (tous les féculents) sans oublier les



aliments sources de vitamines comme des légumes et les fruits. L'EFI oblige le ménage à développer des plantes spéculatives qui procurent régulièrement de l'argent, ce qui lui permet de satisfaire les besoins de base notamment l'accès à des soins de santé, la scolarisation des enfants et l'amélioration du cadre de vie par l'amélioration de l'habitat sans oublier le renforcement de la cohésion sociale. Dans une EFI, l'intégration de l'agroforesterie est obligatoire pour la production des fruits, des tutelles, du bois de chauffage et du bois d'œuvre. L'EFI utilise de la fumure organique et veille à la protection contre l'érosion pour que la fertilité continue à augmenter. L'agriculture familiale figure sur l'agenda des Nations Unies pour la décennie 2019-2028 (<https://www.fao.org/family-farming-decade/home/fr/>)

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale 2019-2028 (La Décennie/DAF) vise à apporter un nouvel éclairage sur ce que signifie être un agriculteur familial dans un monde en mutation rapide. Elle est plus que jamais l'occasion de souligner le rôle important que jouent les agriculteurs familiaux dans l'éradication de la faim et la construction de notre avenir alimentaire. L'agriculture familiale offre une occasion unique d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens d'existence, de mieux gérer les ressources naturelles, de protéger l'environnement et de parvenir au développement durable, en particulier dans les zones rurales. Grâce à leur sagesse et à leur respect de la terre, les agriculteurs familiaux sont les agents du changement dont nous avons besoin pour atteindre l'objectif #FaimZéro, une planète plus équilibrée et résiliente, et les Objectifs du développement durable.

Selon cet agenda :

- L'agriculture familiale préserve les produits alimentaires traditionnels, tout en contribuant à une alimentation équilibrée et en préservant la biodiversité agricole mondiale et l'utilisation durable des ressources naturelles.
- A travers la transformation de produits, la génération de services et d'infrastructures, l'agriculture familiale crée de réelles opportunités économiques, non seulement pour les agriculteurs du territoire mais aussi pour l'ensemble de la communauté.
- Accroître l'accès des agriculteurs familiaux aux infrastructures, à la technologie, à la communication et aux innovations adaptées aux besoins essentiels pour l'avenir des systèmes alimentaires et peut attirer les jeunes vers ce secteur. Cela a un effet positif sur la mobilité rurale-urbaine en particulier pour les jeunes.
- L'agriculture familiale soutient des systèmes alimentaires diversifiés qui favorisent une intégration durable entre les zones urbaines et rurales. Grâce à des solutions de marché innovantes, les citadins peuvent bénéficier d'aliments sains, nutritifs et sûrs.
- La jeunesse est l'avenir de l'agriculture familiale. Préserver l'intérêt pour l'agriculture en tant que profession est vital pour la sécurité alimentaire et le développement agricole à l'avenir. Les jeunes agriculteurs sont le pont entre les connaissances traditionnelles et les idées novatrices.
- L'agriculture familiale peut rendre les systèmes alimentaires plus durables. Les politiques devraient les aider à réduire les pertes alimentaires et à gérer les ressources naturelles de manière durable et efficace
- Reconnaître l'égalité hommes-femmes dans

les zones rurales et améliorer l'accès dans les zones rurales et améliorer l'accès des femmes à la terre et aux autres ressources productives, aux investissements, aux prêts, à la formation et à l'information va grandement contribuer au développement durable.

- En combinant les connaissances traditionnelles et le savoir-faire technique adéquat, l'agriculture

familiale favorise des systèmes alimentaires plus résilients aux changements climatiques.

- L'agriculture familiale offre une occasion unique d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer les moyens d'existence, de mieux gérer les ressources naturelles, de protéger l'environnement et de parvenir au développement durable, en particulier dans les zones rurales.

3. Le rôle des femmes et des jeunes dans l'agriculture familiale

Quand on parle de l'agriculture familiale, on parle de l'agriculture qui caractérise le lien existant entre la famille et l'exploitation agricole. Cette agriculture pratiquée par tous les membres de la famille ; les hommes, les femmes et les enfants reconnaît la principale main d'œuvre constituée par les femmes. Selon la FAO, les femmes représentent 60% de la main d'œuvre agricole dans les pays en développement. En maintenant le lien entre la famille et l'exploitation agricole, la femme participe activement dans l'organisation du travail des autres membres de la famille surtout celui des jeunes enfants et dans la gestion de la production. Les jeunes surtout ceux en milieu rural ne s'intéressent pas beaucoup à l'agriculture sous prétexte que c'est une activité peu rentable. Par conséquent, les jeunes préfèrent s'installer dans des centres urbains où ils pensent que les conditions de vie sont meilleures. Ils partent à la recherche du travail et abandonnent les terres familiales. A côté de l'exode rural, la pratique de l'agriculture familiale par les jeunes est confrontée à des défis entre autres, le faible accès à des terres cultivables ainsi que le manque des politiques des Gouvernements qui garantissent aux jeunes de



vivre décemment de l'agriculture. Cela étant, le Burundi vit de plus de 80% de l'agriculture, alors la participation des jeunes est une condition pour assurer la pérennité de l'agriculture familiale. L'agriculture familiale attend beaucoup des femmes et des jeunes pour qu'elle soit rentable et bénéfique pour la famille et la communauté. Pour y parvenir, les jeunes et les femmes doivent s'investir dans tous les aspects de l'agriculture familiale tels que la préservation des paysages, le maintien de la biodiversité, la sécurité alimentaire et la gestion de l'eau.

a. Le rôle de la femme et des jeunes pour préserver la sécurité alimentaire

Dans cet article, nous voudrions réduire la sécurité alimentaire à son sens le plus simple qui est disposé d'assez de nourriture. Au Burundi ou plutôt en Afrique de manière générale et en particulier dans les milieux ruraux, la recherche du repas quotidien est une responsabilité de la femme. C'est elle qui cultive, c'est elle qui veille à ce que dans l'exploitation il ne manque pas de vivriers, c'est elle qui récolte au jour le jour et ramène de la nourriture à la maison. Le travail étant fastidieux, elle se fait généralement accompagner par ses jeunes enfants, qui l'assistent dans les travaux champêtres. Bien que le terrain ne

lui appartienne, c'est elle qui l'exploite, c'est elle qui récolte (du moins le vivrier), c'est elle qui en ramasse le bois de chauffe etc. Elle et son/sa jeune fils/fille, sont donc naturellement les meilleurs gardiens de l'exploitation pour qu'elle serve au besoin vitale de la famille. Confier totalement l'exploitation à un homme constitue un risque, puisque ce dernier étant tenté par le lucre, peut facilement privilégier les cultures et pratiques commerciales, au détriment du bien-être familial. C'est ainsi que la femme et les jeunes, sont des piliers pour sauvegarder l'agriculture familiale, eux qui en sont auteurs et consommateurs.

b. Le rôle de la femme et des jeunes pour assurer la gestion de l'eau

L'un des atouts de l'agriculture familiale est sa capacité à gérer raisonnablement l'eau destinée aux exploitations. En effet, l'eau est une ressource indispensable au développement de l'agriculture. Contrairement aux exploitations industrielles où chaque exploitation doit assurer sa source en eau et parfois au grand dam des communautés environnantes, dans les milieux ruraux où se pratique l'agriculture familiale, l'eau est partagée, entre différentes exploitations. La communauté veille, dans une ambiance de compréhension mutuelle et de cohésion sociale, à ce que chaque

exploitation accède à ce facteur limitant, qu'est l'eau. Si les hommes sont responsables de la mise en place des canalisations, l'entretien revient aux utilisatrices que sont les femmes et les jeunes. Car en effet, si cette ressource se raréfie, les conséquences sont drastiques sur les ménages comme nous le verront dans le paragraphe suivant. Gérer les ressources en eau c'est aussi éviter sa pollution, en éloignant les déchets domestiques, une autre charge qui ne peut revenir qu'à la femme, gérante du ménage.

c. Le rôle de la femme et des jeunes dans la préservation des paysages

Les agriculteurs familiaux dont la femme et les jeunes sont les gardiens d'un savoir-faire parfaitement adapté aux écologies locales et aux capacités de la terre. Grâce à leurs connaissances, ils maintiennent la productivité des terres, souvent marginales, par des techniques de gestion des sols complexes et innovants. Par le travail de la femme dans l'exploitation agricole, l'agriculture familiale permet l'organisation la production agricole, forestière ou aquacole. Grâce aux systèmes culturaux pratiqués par la femme et les jeunes dans l'exploitation agricole, l'agriculture familiale va permettre de prévenir les pertes des terres arables tout en régénérant les terres dégradées,



favoriser le maintien d'une couverture permanente du sol et diversification des espèces végétales.

d. Le rôle des femmes dans le maintien de la biodiversité

Dans les ménages, la femme et les jeunes surtout les jeunes filles s'occupent des tâches ménagères ; la recherche du bois de chauffage provenant des forêts, la recherche de l'eau, faire la lessive, etc. Elles sont de ce fait, les bonnes gestionnaires des ressources naturelles et si elles le font de façon responsable, les conditions

des forêts et leur régénérations améliorent. Étant donné que les femmes et les jeunes sont des agriculteurs actifs dans l'agriculture familiale, ce sont eux également qui mettent en œuvre les différentes pratiques agricoles pouvant protéger ou non l'environnement par l'utilisation des produits phytosanitaires.

Et si l'agriculture familiale disparaissait ? Point de vue des jeunes et des femmes

Nous avons interrogé un jeune homme et une femme de la commune Giheta sur leur point de vue si le Gouvernement relayait l'agriculture familiale au second rang, au profit de l'agriculture industrielle. Felix Havyarimana s'exprime en ces mots : « Nous ne serons pas contents que les

hommes d'affaires prennent le devant plus que l'agriculteur parce qu'un homme d'affaires ne pensera qu'en sa rentabilité économique ; ils vont donc fixer les prix rentables de leurs récoltes et par conséquent, les agriculteurs seront infantilisés car ils dépendront des prix qu'ils auront fixés. En plus, si

ceci arrive, nous les agriculteurs nous deviendrons tout simplement des esclaves, des employés de ces hommes d'affaires, pour finir par racheter nos propres aliments au prix qui nous seront imposés. Nous serons donc voués à la mort ou à la perte de notre dignité. Je propose qu'on donne des facilités et des compétences à l'agriculteur familial, pour qu'il puisse s'investir dans son exploitation, aussi petite soit-elle, mais qu'il en tire une récolte suffisante. Mais donner plus de valeur à l'homme d'affaires est tout simplement inimaginable ». Et à Dorothee Ndayikengurukiye, de renchérir : « Le problème que nous aurons est que nous ne serons plus reconnus par l'Etat car c'est l'homme d'affaires qui sera mis en avant. Nous n'aurons donc pas d'autre choix que d'aller acheter nos vivres aux prix imposés par ces derniers, qu'on le veule ou non, car après tout, l'Etat doit reconnaître notre place, nous qui ne vivons que de l'agriculture. Si l'on nous relaye au second plan, nous ne serons pas prioritaires pour recevoir de l'engrais par exemple et ce sont nos familles qui en payeront le prix fort. Nous manquerons de quoi manger et de quoi soigner nos enfants ».



4. L'agriculture familiale et l'agro-business : quels liens ou quels contrastes ?

a. Agrobusiness et l'agriculture familiale

Le clivage souvent retrouvé entre agriculture familiale et agrobusiness provient du fait que l'agriculture familiale est présentée dans la plupart des analyses comme étant associée à une culture extensive, utilisant systématiquement des techniques traditionnelles, reposant sur une absence de professionnalisme, ou encore comme étant caractérisée par une économie de subsistance. Pourtant, les producteurs familiaux ont montré leur capacité à accroître de manière significative leur productivité en utilisant des techniques modernes et en engageant des intrants de qualité et en quantité suffisantes comme des engrais minéraux, des semences sélectionnées et des méthodes intégrées de lutte contre les ravageurs, la maîtrise des circuits de commercialisation, etc. A l'instar de l'Uhaduho et le Cococa, 2 jumeaux pour la promotion de l'agriculture familiale au Burundi en catalysant progressivement les synergies entre leurs coopératives membres. Elles offrent un espace de communication et de commercialisation de leurs produits. Elles constituent un véritable mouvement paysan enraciné à la base. Ce mouvement paysan rassemble des coopératives qui sont des modèles différents quant aux services qu'elles offrent et à la qualité de leur gouvernance qui en font des entreprises d'économie sociale et solidaire.

L'agriculture familiale n'est pas inconciliable avec une agriculture d'Agrobusiness et commercialisant les surplus de production. L'agriculture familiale peut utiliser des techniques relativement modernes et commercialiser les surplus de production. L'agrobusiness concerne toutes activités qui vont du processus de production à celui de la commercialisation des produits. L'agrobusiness regroupe différents types d'exploitations, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites. Il est susceptible de soutenir l'ensemble d'une filière agricole en apportant plus à la chaîne de valeur globale et profite donc à tous les acteurs, y compris les petits producteurs et les populations plus vulnérables. L'agrobusiness regroupe des opérateurs économiques dont l'activité est de générer un surplus important de production agricole commercialisable. En d'autres termes, il concerne ceux qui investissent ou qui cherchent des opportunités d'investissement dans le secteur agricole pour aller au-delà de l'autosuffisance alimentaire. Tous les types d'exploitations, qu'elles soient grandes ou petites, peuvent être concernés par cette définition de l'agrobusiness. La petite exploitation familiale n'est pas toujours associée à des techniques de production traditionnelles et rudimentaires.



L'agrobusiness est lié à la commercialisation des produits agricoles et regroupe toutes les activités nécessaires, de la production à la vente (transformation, stockage, transport, etc.). Les

opérations de transformation et de commercialisation des produits représentent les étapes les plus importantes quand on parle d'agrobusiness.

b. L'agrobusiness est-il en train de tuer l'agriculture familiale ?

Au Burundi, la part actuelle de l'agrobusiness dans la production agricole représente encore un taux faible, le danger n'est pas imminent. Plus de 90% de la population Burundaise vivent de l'agriculture familiale et la taille moyenne des exploitations cultivées serait de 0,5ha. Et pourtant, les craintes des producteurs familiaux ne sont pas sans fondements parce que les documents d'orientation des politiques agricoles nationales dont le COMPACT, le DOPEAE promeuvent l'érection des élites (fonctionnaires, salariés du secteur privé ou hommes d'affaires, la classe moyenne et les grands entrepreneurs) et centre d'excellence. Les producteurs familiaux sont directement et indirectement poussés vers le salariat agricole. On peut conclure que le DOPEAE et le COMPACT organisent un monde agricole sans les agriculteurs familiaux.

Les exploitants familiaux ont donc de véritables raisons de s'inquiéter pour l'avenir de l'agriculture

ou de l'élevage familial puisque les politiques soutiennent en réalité d'autres modes de production et préparent ainsi des lendemains qui leur seront défavorables.

Dossier préparé par:

Libère Bukobero

Marie Grâce Niyizigama

Enock Niyomwungere

Chantal Ntima

Metuschelah Kezanutima

Jean-Petit Havyarimana

Fidèle Niyonizigiye

NEWS

Commune Mabanda : Célébration de la journée mondiale de l'environnement

Le Vice-Président de la République du Burundi tire une sonnette d'alarme

Cette année, le Burundi s'est joint au monde entier pour célébrer la journée mondiale dédiée à l'environnement. Célébrée en date du 5 juin de chaque, cette journée a été célébrée au Burundi le 13 juin 2024 dans la commune Mabanda de la province Makamba sous le thème « Protégeons nos terres, luttons contre la sécheresse ». Les cérémonies ont été rehaussées par la présence de Prosper Bazombanza, Vice-président de la République du Burundi. Elles ont vu la participation des représentants de différentes Organisations partenaires au développement. Ceux qui s'adonnent à la déforestation sont appelés à se ressaisir afin d'éviter le pire.

Il est presque 11 heures. Nous sommes à Musenyi sur un site érigé tout près de la rivière Mushara.

A cet endroit, des tentes sont installées. Des messages nous invitant à la protection de l'environnement sont transmis à travers des chansons des groupes d'animation déjà en place. On remarque la présence d'un grand nombre de militaires et des policiers. Une haute autorité du pays est sans doute attendue à cet endroit. Quelques minutes plus tard, le maître des cérémonies annonce l'arrivée de Prosper Bazombanza, Vice-Président de la République du Burundi.



Des tambours retentissent. Les danseurs de la danse traditionnelle Agasimbo, une spécialité de la province Makamba, agrémentent l'accueil de cette éminente personnalité qui, après avoir salué la population, est directement conduit dans un endroit où il était prévu des activités d'installation des pépinières. Signalons que la célébration de cette journée a coïncidé avec les travaux de lancement de la campagne pépinière.

Le début des cérémonies a été marqué par le remplissage des terreaux dans les sachets biodégradables, la préparation de germoirs, la disposition desdits sachets dans des platebandes, le paillage et l'arrosage. Comme l'a révélé le Vice-Président de la République du Burundi, ce germe produira au moins 160 000 plants qui seront distribués gratuitement à la population et plantés

sur une superficie de 100 ha.

Par après, le Vice-Président de la République, les représentants des partenaires au développement ainsi que d'autres participants à cette journée ont été invités à rejoindre les places qui leur étaient réservées.

Après le mot d'accueil du représentant de Mme le Gouverneur de la province Makamba, les participants ont suivi le discours de circonstance qui a été prononcé par M.

Bazombanza. Il a d'abord fait savoir que le monde entier fait face aux effets liés aux changements climatiques dont les conséquences se font déjà sentir. Pour faire face à cette situation, il a indiqué que, pour le cas du Burundi, des actions ont été menées dans le but de sauvegarder l'environnement et préserver la fertilité des sols. Mais, a-t-il martelé, force est de constater qu'il y a des gens qui détruisent

les forêts tout en ignorant que ces dernières sont d'une importance capitale pour l'homme.

A cet effet, il a demandé à ceux qui utilisent des arbres lors des travaux de construction des maisons en étages de couper court à cette pratique et utiliser des échafaudages. Aussi, selon toujours Bazombanza, la population des centres urbains devrait changer de mentalité : au lieu d'utiliser la braise lors de la cuisson, le mieux serait d'essayer le gaz ou la tourbe.

Il a également invité les burundais à planter dans leurs champs des variétés agroforestières car elles contribuent dans la noble mission de protection de l'environnement. Quant aux entrepreneurs, il les a invités à collecter les déchets en plastique qui sont éparpillés dans différents endroits afin de les recycler et les transformer en objets utiles à la communauté. Le Vice-Président de la République du Burundi a terminé son allocution en adressant ses



Ceux qui construisent en hauteur sont invités à utiliser des échafaudages métalliques, ce qui permettra de préserver des forêts et ceux qui coupent des arbustes sont priés de couper court à cette mauvaise

remerciements aux Organisations partenaires au développement qui sont aux côtés du Burundi en lui apportant un appui financier de différents projets. Il n'a pas manqué à adresser ses sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué pour que l'organisation de cette journée soit une réussite.

A son tour, l'envoyé du Représentant résidant du Pnud a pris la parole

Il a précisé que la célébration de cette journée est une occasion de faire un examen de conscience sur l'impérieuse nécessité de protéger l'environnement menacé par la forte dégradation due en grande partie à l'action de l'Homme. Le thème choisi cette année nous interpelle tous, a-t-il indiqué. Il a rappelé que le monde entier en général et l'Afrique subsaharienne en particulier est menacé par le réchauffement climatique. Pour ce faire, il a précisé que le système des Nations Unies a déjà pris des engagements forts notamment la mobilisation des ressources auprès de différentes institutions engagées dans la protection de l'environnement et l'accompagnement des Gouvernements dans la mise en œuvre des projets ayant pour mission la conservation de la biodiversité et la restauration des paysages. Il a également révélé qu'une autre fenêtre de financement vient de s'ouvrir et le Burundi a déjà bénéficié des premiers financements. Il a saisi cette occasion pour



saluer l'initiative du Gouvernement du Burundi à travers son programme « Ewe Burundi urambaye » dédié au reboisement des espaces dégradés. Il a conclu en réitérant l'engagement du Pnud et du système des Nations Unies à redoubler d'efforts pour travailler avec le Gouvernement du Burundi.

**Jean-Petit Havyarimana
et
Télesphore Niyonkuru**

Bujumbura-Mairie : Conférence-débat sur les semences traditionnelles

La préservation des semences paysannes est une condition pour atteindre une agriculture résiliente et durable

La valorisation de nos semences marquera le premier pas vers une souveraineté alimentaire réelle et un avenir prospère pour notre agriculture familiale. Cela ressort d'une conférence-débat qui a été organisée en date du 12 décembre 2024 dans les enceintes du Mount Zion Hôtel dans la municipalité de Bujumbura. Les participants ont demandé à l'Etat de tout faire pour promouvoir et valoriser les semences produites par l'Isabu et les multiplicateurs semenciers.

Au Burundi, les semences traditionnelles sont en voie de disparition au détriment des semences importées essentiellement constituées d'hybrides.

Un soutien accru est nécessaire pour les programmes de promotion de la biodiversité agricole à la ferme afin d'augmenter le choix de semences requises pour assurer la sécurité alimentaire, la résilience climatique et les opportunités économiques des communautés rurales. C'est dans ce cadre qu'une conférence-débat a été organisée par le Consortium des organisations

mettant en œuvre le programme Padip, financé par l'ONG Broederlijk Delen (BD en sigle).

Cette conférence visait à sensibiliser les participants à l'importance des paysans semenciers locaux pour améliorer l'accès aux semences diversifiées et renforcer la résilience des ménages agricoles.

Le thème central de l'événement était : « Soutenons les agriculteurs semenciers locaux, levier d'appui pour satisfaire la demande ».



Dans son discours, Belvida Hounou, elle a rappelé que l'agriculture est la principale activité économique et les semences locales en sont le socle. En outre, Mme Hounou a fait savoir que ces semences ne sont pas seulement utilisées pour la production, elles incarnent notre capacité à nous adapter aux défis environnementaux. Elles sont adaptées aux sols de nos collines, aux marais et aux changements climatiques qui s'observent ces

derniers jours.

Cependant, a-t-elle fait remarquer, force est de constater que nos semences font face à de multiples menaces à savoir l'érosion de leur diversité et l'introduction massives des hybrides qui sont souvent perçues comme plus modernes et plus reproductives, ce qui fait que leur diversité soit en danger à cause de l'introduction massive des semences hybrides et des intrants chimiques



Beloida Hounou (au micro) indique que les semences paysannes sont le socle de l'agriculture qui est la principale activité économique

souvent encouragés par des programmes qui ne tiennent pas compte des réalités paysannes. Bien que modernes, ces hybrides exposent nos paysans à une dépendance semencière et rendent notre agriculture familiale fragile face aux aléas du marché, regrette Mme Hounou qui a également précisé que ce défi ne peut pas être relevé seul. Nous avons besoin de l'engagement de tous et cela passe par une reconnaissance légale des semences paysannes, leur valorisation sur les marchés et leur intégration dans

les politiques agricoles nationales, a-t-elle renchéri. Une autre action qu'elle propose est de renforcer la sensibilisation auprès des paysans notamment les jeunes pour qu'ils deviennent des acteurs passionnés de cette cause. Elle a terminé en indiquant qu'en valorisant nos semences paysannes, nous faisons un pas important vers une souveraineté alimentaire réelle et un avenir prospère pour notre agriculture familiale.

Risques et dangers associés à la dépendance aux semences importées

Parmi les panelistes qui ont fait des présentations figure M. Adrien Sibomana qui a mis en lumière plusieurs risques liés à la dépendance croissante aux semences commerciales et importées :

- **Risque stratégique** : Le Burundi risque de voir son alimentation de plus en plus dépendante des importations, particulièrement en ce qui concerne les semences, ce qui pourrait rendre le pays vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux.
- **Risque commercial** : Le coût élevé des semences industrielles pourrait nuire à l'autonomie des agriculteurs locaux et augmenter leur dépendance économique vis-à-vis des fournisseurs étrangers.
- **Dépendance totale** : La dépendance totale vis-à-vis des semences importées pourrait affaiblir la souveraineté alimentaire du pays et rendre

les agriculteurs encore plus vulnérables face aux crises économiques et sanitaires mondiales.

- **Risque sanitaire** : L'importation de semences sans contrôle adéquat pourrait introduire des maladies et des parasites nuisibles pour les cultures locales, menaçant ainsi la santé des sols et des récoltes.

Signalons que que le programme Padip est un programme quinquennal mis en œuvre dans 3 provinces (Kirundo, Ngozi et Kayanza) par les organisations Uhaicom, Adisco, UPH, Inades Formation, Ctjebu, Cocoa et Adid depuis 2022. Le programme Padip est construit sur l'agroécologie et l'agriculture familiale et vise la souveraineté alimentaire des ménages.

Nadine Bakundukize
et
Jean-Petit Havyarimana

ECOSOL : Atelier d'échange sur la résolution de l'ONU sur l'Economie sociale et solidaire

Le gouvernement burundais est appelé à ratifier la résolution de l'ONU sur l'Ecosol

La plateforme nationale des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire (Ecosol en sigle) vient d'organiser, en collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre, un atelier d'échange sur la résolution de l'ONU sur l'Ecosol. C'était en date du 28 Novembre 2024, à l'hôtel Royal Palace dans la municipalité de Bujumbura. A la fin de cet atelier, les participants ont formulé une série de recommandations notamment la ratification de la résolution de l'ONU sur l'Ecosol par le gouvernement burundais. L'objectif de cet atelier était de plaider et de sensibiliser les parties prenantes pour que l'Ecosol soit une priorité dans tous les instruments de programmation à tous les niveaux.



Lors de sa session du 18 avril 2023, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution de l'Ecosol qui met un accent particulier sur la contribution de l'Ecosol au travail décent, à la promotion des normes internationales du travail et des droits fondamentaux du travail, à la réduction de la pauvreté ainsi qu'à la transformation et à l'inclusion sociale comme l'a indiqué, lors de son discours d'ouverture de cet atelier, Mme Véronique Barindogo, assistante du ministre de la Solidarité nationale, des droits de la personne Humaine, des affaires sociales et du genre. En outre, Mme Barindogo a révélé, qu'au mois de mai 2024, à l'occasion de l'organisation de l'assemblée

générale de la Commission Nationale de Protection Sociale (CNPS), le gouvernement burundais a adopté la politique nationale de protection sociale 2024-2033 qui va guider le Burundi vers sa vision, celle d'assurer une couverture de protection sociale universelle équitable pour tous. Cet atelier a été une occasion de sensibiliser les acteurs clés sur le contenu de la résolution de l'ONU et la stratégie décennale de l'Union Européenne sur l'Ecosol, de déclencher le processus de plaidoyer pour que l'Ecosol soit considéré comme un instrument de planification et de programmation dans tous les secteurs et de mettre en place un cadre législatif favorable au développement de l'Ecosol.

L'Ecosol est le garant de l'économie de notre pays



Quant à Libère Bukobero, Secrétaire Général d'Adisco et président de la plateforme des entreprises Ecosol, au nom du consortium, il a exprimé sa satisfaction pour la bonne collaboration avec le ministère de la Solidarité nationale, des droits de la personne Humaine, des affaires sociales et du genre. Pour lui, ledit ministère apporte à cette plateforme un appui inestimable dans sa lutte pour la promotion de l'Ecosol, garant de l'économie burundaise. Il a également fait savoir que l'atelier s'inscrit dans un vaste programme de l'Ecosol qui, depuis 10 ans, est mis en œuvre, avec le soutien de Solidarité Socialiste (Solsoc) qui est une ONG belge. Pendant toute cette période, d'autres organisations ont rejoint les autres organisations qui constituent cette plateforme engagée dans l'Ecosol, ce qui a fait que le périmètre s'est élargi. On y retrouve

Des recommandations ont été formulées

Avant la clôture de cet atelier, les participants ont formulé une série de recommandations à savoir la ratification de la résolution de l'ONU concernant l'Ecosol par le gouvernement burundais, faire signer la charte Ecosol par toutes les parties prenantes afin de lutter contre le dysfonctionnement qui s'observe, actualiser les données sur le taux de pénétration des organisations Ecosol au Burundi, mettre en place

notamment les coopératives, les mutualistes, les groupements d'épargne et crédits, les syndicats et beaucoup d'autres organisations qui partagent une vision commune, a fait savoir le Secrétaire Général d'Adisco.

Au cours de cet atelier, les participants ont relevé certains défis qui constituent un véritable obstacle à l'essor de l'Ecosol entre autres l'absence d'un cadre légal fédérateur des structures de l'Ecosol au Burundi. En effet, le Burundi n'a pas encore ratifié la résolution de l'ONU sur l'Ecosol, ce qui fait que certaines des organisations paysannes, des organisations d'appui, des coopératives, des mutualistes se cachent derrière l'appellation de l'Ecosol sans mettre en œuvre les règles qui les régissent.

un cadre légal Ecosol au Burundi et poursuivre les séances de sensibilisation de la signature de la charte Ecosol par ses différentes organisations.

Jean-Petit Havyarimana

Coopérative TERUJIMBERE: Lancement du service de facilitation de la chaîne de solidarité « porcs »

Vers une inclusion financière des femmes membres de cette coopérative

Pour la seule première diffusion, 102 femmes membres du Mouvement HAGURUKA de Femmes ont acquis 102 porcins dont 4 verrats qui ont été diffusés au sein de 102 ménages membres de cette coopérative à raison d'un porc par ménage, à travers le service de facilitation de la chaîne de solidarité offert par la Coopérative TERUJIMBERE. Cette activité permettra l'inclusion financière et faire progresser les femmes membres du mouvement Haguruka de femmes de ladite coopérative.

L'élevage de porcs présente des avantages majeurs pour faire la promotion de l'amélioration de la production agricole par les pratiques de l'agriculture écologique. En effet, le fumier redonne vie et santé aux sols qui, sans quoi, s'épuisent et se dégradent.

C'est dans ce contexte que l'organisation Adisco et l'Uhaicom sur les fonds du Programme Travail Décent au Burundi ont apporté un appui financier de la coopérative TERUJIMBERE pour matcher les fonds mobilisés par les femmes membres du mouvement Haguruka de femmes de la coopérative pour l'achat des porcins pouvant leur permettre, non seulement l'inclusion et les faire progresser, mais aussi de contribuer à l'améliorer la fertilité des sols afin d'augmenter la production agricole.

Cette diffusion initialement prévue en date du 28 août 2024 à l'occasion de la célébration de la journée dédiée à la femme au sein de la coopérative

Dans son discours, Micheline Ninahaza,



Mme Micheline Ninahaza, administrateur de la commune Giheta, salue la diligence et la sagesse des leaders de cette coopérative

TERUJIMBERE a eu lieu en date du 8 novembre 2024. La célébration de cette journée a coïncidé avec la présentation du bilan des réalisations par Mme Jeanine Nziruhire, présidente de cette coopérative.

administrateur de la commune Giheta qui avait rehaussé de sa présence les activités de cette journée, a félicité les membres de la coopérative TERUJIMBERE qui contribuent au développement de la commune.

Tout ce que vous faites est palpable, a-t-elle fait savoir, avant de promettre que les autorités communales ne ménageront aucun effort pour apporter un soutien indéfectible aux activités de cette coopérative. Quant à Enock Niyomwungere, chef d'antenne d'Adisco dans le Kirimiro, il a demandé aux





femmes membres de la coopérative TERUJIMBERE qui allaient acquérir ces porcins de mettre leurs ménages au centre de toutes leurs activités. Certes, cette activité vous permettra une certaine inclusion financière mais soyez toujours des femmes dignes et responsables, a-t-il insisté et d'ajouter que ce comportement responsable incitera les autres à adhérer à la coopérative.

Dans sa présentation du bilan des réalisations de la coopérative TERUJIMBERE, Mme Jeanine Nziruhire a dressé un bilan largement positif en dépit de certains défis qu'elle a pu relever. Pour le moment, la coopérative compte 5 employés permanents qui sont sous la supervision du gérant. Aussi, elle offre 7 services.

Les membres de cette coopérative élèvent des poules, des chèvres, des lapins et des porcs et cela

a contribué à améliorer les conditions de vie des ménages et de la communauté. Aussi, les membres de la coopérative participent activement dans les travaux de développement communautaires.

Parmi les défis relevés figurent notamment certaines réunions statutaires qui n'ont pas été organisées ainsi que la vente groupée qui n'a pas eu lieu.

Signalons que selon l'approche chaîne de solidarité communautaire, les premiers ménages bénéficiaires qui ont reçu un porc remboursent un porc de la première mise bas qui est donné à la coopérative TERUJIMBERE et cette dernière organisera la deuxième attribution à la seconde génération de femmes membres du Mouvement Haguruka ciblé par la Coopérative.

Ce dernier lot remboursera aussi à la Coopérative TERUJIMBERE qui organisera la troisième distribution et le service de facilitation de la chaîne de solidarité se poursuivra jusqu'à s'étendre au niveau de la communauté des ménages non membres de la coopérative TERUJIMBERE. **Enock Niyomwungere**

L'élevage de porcs présente des avantages majeurs pour faire la promotion de l'amélioration de la production agricole par les pratiques de l'agriculture écologique. En effet, le fumier redonne vie et santé aux sols qui, sans quoi, s'épuisent et se dégradent.

Muyinga-Kirundo : Atelier de réflexion

Vers la mise en place d'un système d'information relatif aux changements climatiques

Afin d'améliorer la résilience aux changements climatiques, il est important de mettre en place un cadre d'échange et de travail synergique pour aider les ménages à accéder facilement aux informations nécessaires pouvant leur permettre d'être plus résilients. C'est dans cette optique que l'organisation Adisco, à travers le projet intitulé Système de Résilience basé sur l'Agroécologie et l'Autopromotion (SRAA en sigle), a organisé deux ateliers de réflexion des acteurs locaux œuvrant dans les provinces Muyinga et Kirundo (respectivement les 11 et 12/09/2024) intervenant dans le domaine de la résilience aux changements climatiques afin de mettre en place un plan de transfert d'informations pertinentes relatives aux changements climatiques aux ménages.

L'objectif de ces ateliers était de mettre en place une stratégie synergique de renforcement du système d'information aux producteurs en matière de résilience aux changements climatiques. A l'issue de cet atelier, les participants ont pu identifier trois choses. D'abord, l'identification de différents types d'informations dont les producteurs ont besoin, ensuite l'identification des synergies entre les acteurs dans la diffusion des informations aux producteurs et enfin l'identification des outils et canaux à développer pour renforcer l'accès des producteurs, des organisations de la société civile et de la communauté aux informations nécessaires en matière de résilience aux changements climatiques. Les participants étaient des cadres de l'administration provinciale, des services techniques, des représentants des organisations de la société civile, des coopérateurs œuvrant dans le domaine de la résilience aux changements climatiques



ainsi que les représentants des médias locaux. Que ce soit à Muyinga ou à Kirundo, tous ceux qui ont pris la parole ont exprimé leurs inquiétudes concernant les effets du dérèglement climatique. Parmi ces conséquences figurent notamment la perte d'eau, la réduction de la production, le dessèchement des cultures, etc. et les secteurs qui sont touchés sont l'agriculture et la santé de l'homme.

Des défis de partage d'informations existent mais des voies de sortie sont là

Les participants à cet atelier ont relevé certains défis liés à la circulation des informations en rapport avec les changements climatiques. Ils ont évoqué notamment le fait que les intervenants n'ont pas un cadre de dialogue, les matériels de diffusion de l'information sont insuffisants (téléphone, affiches, boîtes à images). Face à ces défis, ils ont proposé des solutions : il y a moyen de redynamiser des comités d'information structurés par l'OIM en commune Gitobe. Aussi, les coopératives sangwe et celles accompagnées par les autres intervenants peuvent contribuer dans la structuration d'un système d'information. Ceux-ci doivent diffuser des informations réelles pour ne pas dérouter les producteurs. Les cadres de coordination provinciaux pourraient également aider dans la

diffusion de l'information. A chaque séance, le mieux serait de prévoir quelques minutes pour parler de la résilience aux changements climatiques. Signalons que des études ont révélé que les changements climatiques sont dus en grande partie à l'émission des gaz à effets de serre et l'Afrique en souffre beaucoup alors que sa contribution est moindre (3,5%). En effet, le changement climatique n'a pas de limites. Cela signifie que ce que le pays émet, l'autre pays voisin en souffre. Le secteur agricole est le plus touché et succède le secteur de la santé d'où certains coins du pays ou d'un continent deviennent inhabités après un certain temps.

Pamphile Cishahayo

« Impossible d'atteindre les Objectifs de Développement Durable tant que la femme a un pouvoir de décision très limitée sur les ressources »

En date du 8 mars 2024, les Organisations réunies au sein du programme Travail Décemment financé par Solidarité Socialiste (Solsoc), une ONG belge, ont animé un atelier d'échange et de réflexion à l'occasion de la journée dédiée aux droits de la femme. La Maison de l'Entrepreneur ainsi que l'Adip et la Femuscabu figuraient parmi les invités de marque. A cette occasion, les participants ont suivi différentes présentations au cours desquelles les présentateurs ont révélé certains défis liés à l'autonomisation de la femme. Parmi ceux-ci figure le faible pouvoir de décision sur les ressources.

Au Burundi comme ailleurs dans le monde, la femme a toujours été le pilier dans les travaux agricoles et ménagers auxquels elle se donne corps et âme. Pourtant, elle n'accède pas facilement aux ressources malgré le rôle qu'elle joue pour que tout marche bien. C'est dans ce cadre que les Organisations ci-haut citées ont organisé cet atelier sous le thème « Le syndicalisme dans la promotion de la femme ». Ici, il sied de signaler qu'au niveau national, le thème choisi était « Cheminons ensemble avec la femme dans le développement en augmentant la production ».

Cet atelier a vu la participation d'une délégation venue de Bruxelles qui était en mission au Burundi et conduite par la Directrice de Solsoc, un Représentant de l'Ambassade de Belgique au Burundi ainsi que le chargé de partenariat Solsoc pour le Burundi. Les manifestations culturelles ont rythmé avec des échanges autour des thèmes variés sur l'implication effective de la femme dans le développement des nations et son autopromotion.



Le 8 mars : un cadre privilégié pour mener le plaidoyer en faveur de la femme

Dans son mot de bienvenue, Léandre Ndayizeye, Secrétaire Général de la Fédération Burundaise des Travailleurs (FEBUTRA), il adressé ses remerciements à tous les participants à cet événement de taille. Il est revenu sur l'historique

de la journée dédiée aux droits de la femme tout en saluant l'œuvre la femme qui est considérée comme créature à mille bras compte tenu de ses réalisations au quotidien. Prenant la parole à son tour, Monsieur Libère Bukobero, Secrétaire Général de l'Adisco, il

a d'abord tenu à remercier la Direction de Solsoc et de Horval pour avoir pris la décision de célébrer cette journée en compagnie de leurs partenaires qu'ils appuient au Burundi. Il a précisé que la célébration du 8 mars a été adoptée par l'A.G des Nations Unies après d'énormes efforts consentis par des leaders engagés pour la cause de l'égalité des hommes. Pour lui, c'est un cadre de plaidoyer politique de nature à catalyser l'engagement

Qu'en est-il chez Adisco ?

S'appuyant sur la situation que la femme burundaise vit au quotidien, l'un des présentateurs, M. Enock Niyomwungere, il a fait savoir qu'il est illusoire de penser à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) tant que la femme a un pouvoir de décision très limitée sur les ressources d'où différentes approches développées par l'Adisco pour pousser la femme surtout celle du monde

militant des partenaires concernés et de toutes les femmes. M. Bukobero a saisi cette opportunité pour lancer un appel vibrant aux participants de nourrir les échanges et formuler des engagements clairs dans le sens du plaidoyer pour plus d'inclusion de la femme dans les différentes sphères de prise de décision et de là, espérer enclencher davantage des réformes visant l'égalité entre l'homme et la femme.

rural à accéder aux ressources. Il a entre autres cité les projets d'autonomisation de la femme, l'encadrement de celle-ci avec la méthodologie Gals par laquelle le couple (ménage) fait sa planification ensemble ; les cellules de veille genre et droits humains, les groupes tontiniers des femmes, etc.

Les participants ont suivi des témoignages de la part de la délégation belge

Par des témoignages, des membres de la délégation venue de Belgique ont montré que si aujourd'hui les femmes européennes ont atteint un certain niveau de satisfaction en termes d'égalité de droits avec les hommes, tout n'est pas rose car leur représentativité n'est pas encore effective. Petit à petit même les hommes prennent conscience de toute l'importance de voir les droits garantis pour tous au même pied d'égalité, ont-ils révélé. A son tour, Mamadou Kane, chargé de partenariat Solsoc, est revenu sur l'importance accordée au thème genre développé avec toute sa spécificité dans le programme alors qu'auparavant, les activités relatives étaient traitées de manière transversale, preuve qu'on y attache toute son importance et que des actions claires sont développées pour atteindre tous les objectifs fixés. Après échanges et débats, les participants ont formulé des recommandations notamment:

1. Plaider pour la ratification de l'Etat Burundais des conventions non encore ratifiées ;
2. Impliquer les hommes dans les sensibilisations des femmes au syndicalisme pour inciter les femmes à militer pour leurs droits ;
3. Sensibiliser les hommes et les femmes à la



- libération de la parole de la femme pour que la femme gagne confiance en soi ;
4. Impliquer les hommes dans toutes les activités de plaidoyer en faveur des femmes ;
 5. Créer des espaces/plateformes de plaidoyer/réseaux des femmes leaders ;
 6. Lancer un plaidoyer pour la mise en place des textes d'application du code de protection sociale en particulier pour la prise en charge du congé de maternité par un organisme de la sécurité sociale ;
 7. Reconnaître les avancées en matière de genre ;
 8. Elaborer les messages de sensibilisation aux hommes sur les inégalités de genre ;

9. Mettre à échelle les expériences/ les bonnes pratiques : cellules genre, impliquer les couples dans les formations ;
10. Plaider en faveur de la femme rurale pour une mise en place des textes pour que la femme rurale ait ses propres revenus tirés de son travail et développer un modèle de prise en charge au sein de nos organisations ;
11. Plaider pour l'interdiction des mots / expressions rabaisant la femme ;
12. Mettre en place un comité au niveau consortium pour réfléchir sur les questions liées à la promotion de genre



Prenant la parole au nom du consortium, le Secrétaire Général d'Adisco a exprimé toute la fierté à avoir consacré réellement toute une journée à une cause juste. Constatant que l'on vit presque la même situation partout, il a appelé à la coalition de tous pour un combat juste avec des propositions

clôturé son discours par une note de remerciement à l'endroit de la délégation venue de la Belgique pour témoigner de son soutien aux initiatives en cours et à tous les participants pour leur implication dans la réussite des activités du jour.



claires et tout faire pour que la femme rurale gagne plus pour la survie de tous. Il a surtout interpellé les femmes à leur engagement pour accéder à des postes de prise de décision. Libère Bukobero a

Les activités de cette journée ont été clôturées par une séance de remise des cadeaux constitués de pagnes.

Enock Niyomwungere

NGOZI-KAYANZA : Lancement de la campagne de diffusion de caprins et porcins

Les bénéficiaires sont appelés à ne pas casser la chaîne de solidarité animale

Dans le but de soutenir l'adoption et la mise en œuvre des pratiques agricoles durables restaurant et améliorant la fertilité des sols, 3432 caprins dont 132 boucs de race Boer, 4788 porcins dont 432 verrats ont été diffusés dans les 12 communes de la zone d'intervention du projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA (TIN) des provinces Ngozi et Kayanza. Le lancement de cette campagne a eu lieu mercredi le 09 Août 2023 en commune Kiremba. Les bénéficiaires ont été invités à bien entretenir ces chèvres dont la diffusion précède celle des boucs et porcs.

Il est presque midi. Un camion de marque FUSO transportant ces chèvres arrivent enfin au stade Gatwaro. La population applaudit. C'est la joie qui se lisait sur le visage des bénéficiaires de ces chèvres qui les attendaient sous un soleil de plomb mais qui ne les a pas empêchés de tenir jusqu'au bout. Cette campagne s'inscrit dans le cadre du projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA exécuté par 4 partenaires constituant le consortium à savoir Adisco, Capad, CSa et BD avec le financement de l'Union Européenne.



Dans son allocution, Emmanuel Ntaconsanze qui était à cette époque gouverneur de la province Ngozi, il a remercié tous les partenaires au développement en l'occurrence l'Organisation Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (Adisco en sigle), son partenaire BD ainsi que l'Union Européenne pour leur appui multiforme en matière de développement en faveur de la population de la province Ngozi. Il a salué les efforts de ces partenaires au développement qui ont pris le devant pour appuyer les efforts du Gouvernement responsable et Laborieux. Le fait qu'Adisco a intégré dans ses interventions les domaines de l'agriculture et de l'élevage est une très bonne chose, a indiqué Emmanuel Ntaconsanze qui a profité de cette occasion pour inviter les bénéficiaires à bien entretenir ces chèvres. Ne tentez pas de les vendre, souvenez-vous que vous formez une chaîne de solidarité, a-t-il lancé. Il a terminé son allocution en indiquant que le projet de diffusion de ces chèvres vient contribuer à l'amélioration de

la fertilité des sols, ce qui fera que la production agricole augmentera d'une façon remarquable.

Prenant la parole à son tour, Fidèle Niyonizigiye, Secrétaire Général Adjoint d'Adisco et Directeur des Programmes, il a brossé le tableau des principales réalisations du projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA et a fait savoir que la diffusion de ces chèvres ne vient pas remplacer les efforts incommensurables des bénéficiaires mais plutôt un appui à leur travail fort appréciable. Parmi ces réalisations figurent notamment l'appui aux petites unités de fabrication des biofertilisants (26 au total), la diffusion de 6 974 102 plants d'arbres dans les communes d'intervention du projet des provinces Kayanza et Ngozi. Il a en outre signalé que tous ces arbres n'ont pas été plantés dans les champs des bénéficiaires seulement car ils ont également planté une partie de ces arbres dans des domaines appartenant à l'Etat couvrant une superficie de 41,79 hectares. Il a par la suite indiqué que ces chèvres est un don commun, un don qui appartient au pays. Ne cassez pas la chaîne de solidarité, faites tout pour que

tout le monde puisse bénéficier de ces chèvres, a insisté le Secrétaire Général Adjoint d'ADISCO. M. Niyonizigiye a terminé son allocution en adressant ses remerciements à l'Union Européenne, au grand partenaire Broederlijk Delen et à l'administration à tous les niveaux qui ne ménage aucun effort pour que le projet atteigne ses résultats. Après la commune Kiremba où le lancement de la campagne de diffusion de ces chèvres a eu lieu, d'autres ont été diffusées à Gahombo et à Gatara, 2 communes de la province Kayanza et ont continué dans toutes les communes concernées. Partout, le message était le même : ces chèvres ne vous appartiennent pas, ceux qui oseront les vendre au marché s'exposeront à des sanctions. Même chose pour ceux qui ne parviendront pas à bien les entretenir. Elles leur seront retirées et remises à ceux qui sont sur la liste d'attente. C'est en ces mots que s'est adressé Ntunzwenimana Sylvestre Administrateur de la commune Gahombo aux bénéficiaires. Il a salué cette initiative d'Adisco qui vient appuyer la population de la commune Gahombo dans l'augmentation de la production agricole. Certes, a renchéri Monsieur Ntunzwenimana Sylvestre, la superficie de notre commune n'est pas vaste mais la fertilité du sol et la production agricole au niveau des 14 collines d'intervention d'Adisco sont au bon fixe. Il a alors demandé d'étendre sa zone d'intervention pour que les 7 autres collines



Fidèle Niyonizigiye lors d'une interview qu'il a accordée à la presse



Parmi les bénéficiaires figurent des femmes provenant de différentes collines

puissent bénéficier de cet accompagnement dont les résultats ne sont pas à démontrer.



Sélection et vaccination des caprins à diffuser (Ici au site de rassemblement de Gashoho)

Signalons qu'avant diffusion des caprins dans les communes une sélection (selon les spécifications zootechniques exigées dans les DAO) ainsi qu'une vaccination de tous les caprins contre la Peste des petits ruminants (PPR) sont effectuées par une commission mise en place par la Direction Générale de l'Élevage en collaboration avec l'équipe du projet TIN.

Jean-Petit Havyarimana

Province Kayanza : Campagne de diffusion du cheptel

Au total, 1452 truies ont été diffusées dans 4 communes de cette province

Après le lancement de la campagne de diffusion des caprins et porcins en date du 9 août 2023 en commune Kiremba de la province Ngozi, 1452 truies viennent d'être diffusées dans les communes Kabarore, Gatara, Muhanga et Rango, toutes de la province Kayanza. Les bénéficiaires saluent cette initiative qui vient contribuer à l'augmentation de la production agricole.



Cette campagne s'inscrit dans le cadre du projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA mis en œuvre par Adisco et Capad, deux partenaires locaux, sur financement de l'Union Européenne à travers les partenaires internationaux Broederlijk Delen et CSa. L'objectif est de soutenir l'adoption et la mise en œuvre des pratiques agricoles durables restaurant et améliorant la fertilité des sols.

Dans son mot de circonstance, Elie Manirakiza, Secrétaire Permanent de la commune Gatara, il a fait savoir que l'administration de la commune Gatara soutient toute action des ONG qui va dans le sens du soutien au développement de la commune et de tout le pays.

Il a mis en garde ceux qui ne prendront pas soin de ces porcs qui constituent un don communautaire car

les bénéficiaires forment une chaîne de solidarité. Même son de cloche pour César Mbanzabugabo, cadre au Ministère ayant l'élevage dans ses attributions et en même temps membre de la commission qui était chargée de sélectionner, vacciner et diffuser ces porcins. Il a rappelé les différentes étapes qui ont précédé cette diffusion. Saisissant cette occasion, il a tranquilisé les bénéficiaires quant à la santé de ces porcins. Nous avons suivi de près les opérations de sélection et de vaccination, a-t-il fait savoir.

Quant à George Kamenyero, responsable du volet élevage au BPEAE, il a fait savoir que le BPEAE se réjouit du fait que la population vient bénéficier de ces porcs. Il a précisé que cela améliorera la fertilité des sols, ce qui va sans doute contribuer à l'augmentation de la production agricole.



Il a également demandé aux bénéficiaires de suivre avec attention la santé de ces porcs. « Si par hasard ils tombent malades, veuillez contacter les agents communautaires de santé animale et si c'est un cas qui les dépasse, ils vont faire recours aux vétérinaires.

Signalons que les bénéficiaires sont des membres des groupes d'entraide et de solidarité. Signalons également que cette campagne a été suivie par une autre de diffusion de verrats et de boucs de race boer importés de l'Ouganda.

Jean-Petit Havyarimana

Le projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA engagé dans la lutte contre l'acidité des sols au nord du Burundi

L'Organisation Appui au développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines, Adisco en sigle, à travers le projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA mis en œuvre par le consortium Adisco, Capad et CSA et financé par l'Union Européenne, a organisé une activité de chaulage sur la colline Mugerera de la commune Kiremba en province de Ngozi. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la campagne de lutte contre l'acidité des sols.

Sur les versants de la colline Mugerera, une foule de gens est massée le long de l'unique route en terre battue du coin. Ce n'était pas un jour de marché, mais ils attendaient l'arrivée d'une délégation d'Adisco. Le rendez-vous avait été fixé pour montrer aux cultivateurs modèles soigneusement sélectionnés comment utiliser la chaux pour lutter efficacement contre l'acidité des sols. Mugerera est une zone densément peuplée. La végétation a reculé devant l'action de l'homme. Le sol, plusieurs fois défriché et mal protégé a fini par s'acidifier. Sa structure est légère et brune. « La chaux ne suffit pas à elle seule, il faut toujours protéger le sol contre l'érosion et continuer à utiliser les fertilisants », a lancé Paul Kanye beti du programme dolomie chez Adisco. Pour lui, la chaux permet de ramener le Potentiel d'Hydrogène du sol à une valeur voisine de 7 qui est une échelle de mesure de l'acidité du sol. « Même si la majorité de plantes peuvent se développer dans un sol acide, les rendements seront meilleurs en zone neutre », prévient-il. Aux agriculteurs modèles, M. Kanye beti leur a demandé de transmettre fidèlement leurs savoirs. Procédant à la démonstration de l'usage de la chaux, M. Joël Manariyo, agronome au projet TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA a rappelé aux agriculteurs que la chaux peut être apportée tous



les deux ans, à raison de 25 kg sur une superficie d'1 are. Cet agronome regrette que malgré un travail abattu par les agents de terrain, quelques confessions religieuses empêchent à leurs adeptes d'utiliser la chaux. « Après notre départ, certains responsables religieux réunissent leurs membres pour leur dire que l'usage de la chaux porte préjudice à leurs doctrines et qu'à la fin ce produit détruit les champs », a-t-il martelé. L'usage de la chaux, a-t-il poursuivi, délie les particules d'argile et évite ainsi que le sol ne devienne trop collant en période de pluie et trop dur et sec en période sèche. La terre devenue légère, a-t-il conclu, devient plus perméable à l'air et à l'eau.

Albéric Ndayirukiye

FICHE TECHNIQUE

Elevage du Porc

L'élevage porcin est le domaine le plus précoce parmi toutes les branches du secteur pastoral, et c'est pourquoi il joue un rôle important dans la fourniture de la viande. La connaissance du comportement du porc est indispensable pour concevoir les locaux d'élevage et guider la conduite du troupeau :

- Le porc aime la propreté (contrairement à ce que beaucoup pensent), il dort dans un endroit et jette ses déjections dans un autre ; d'où il faut en tenir compte en construisant les porcheries.
- Comportement sexuel : placé dans un troupeau de femelles, le mâle cherche à faire connaissance avec chacune d'elles.
- Comportement parental : la femelle protège bien ses petits contre le danger du milieu environnant mais si les conditions alimentaires ne sont pas satisfaisantes, elle les mange.
- Le comportement de repos : Il aime un endroit peu éclairé et sombre. Mieux, vaut construire des loges ou des cages qui ne communiquent pas.
- Le porc est un animal intelligent et sociable, on observe une hiérarchie pour l'ordre de tété des porcelets à la mamelle (depuis la naissance).
- Espace vital : plus il grandit, plus il a besoin d'une surface croissante avec les autres animaux.

Races:

1. Races locale représentées par la race noire (porc Gascon) qui est une race rustique, féconde mais peu précoce avec un poids de 45 à 50kg ;
2. Races améliorées :
 - La large white, s'adapte bien à condition de recevoir une alimentation équilibrée et suffisante. Elle est de robe claire, peu poilue, oreilles dressées, cuisse très musclée et fournit de gros jambons ;
 - La landrace : Très prolifique, précoce avec une excellente croissance, les oreilles tombantes, elle a une mauvaise adaptation car elle très exigeante ;
 - D'autres races comme le piétrain (porc avec des taches) ainsi que le Duroc existent et s'adaptent mieux au Burundi malgré que ce dernier ne soit pas encore très répandu.

Logement des porcs

- Construire perpendiculairement au vent dominant (sens Est-Ouest), bonne ventilation surtout au niveau du sol où vivent les porcs, proximité de l'eau pour abreuvement et nettoyage,
- Mangeoires faciles à nettoyer, profondeur



d'environ 20cm, longueur 40cm, abreuvoir spacieux, non renversable

- Dimensions des cases : 1m²/porcelet (20-50kg) ; 2m²/porc à l'engrais ; 2,5m²/troupeau au repos avec des cases de 4m*5m, on pourra loger soit 20 porcelets, soit 10 porcs à l'engrais, 8 truies, 1 verrat.

Alimentation

Le porc est un animal omnivore facile à nourrir :

- Céréales : très énergétiques car riches en Matière sèche : Maïs, sorgho, riz, Racines de tubercules : Manioc, patate douce, pomme de terre, Graines de légumineuses : arachides, soja, coton, Fruits et dérivés : Bananes, agrumes, mangues
- Sous-produits d'industries agricoles : balles de riz, son de riz, de blé, de maïs, etc.), l'huile et les tourteaux : tourteau d'arachide, de coton, palmiste, de soja, drèche, levure de brasserie, drèches artisanales, fourrages: légumineuses, graminées ou autres fourrages, aliments d'origine animale : farine de poissons, farine de sang, farine d'os
- Déchets de cuisine

Reproduction

1. Age de mise en reproduction : 12mois
2. Retour en chaleurs : 1-2 semaines après le sevrage (56jours) mais cela dépend aussi de la proximité du mâle.
3. Accouplement : Pour être efficace, il doit avoir lieu peu de temps avant la ponte ovulaire (Durée de vie de l'ovule 2-3h, celle des spermatozoïdes 48h dans l'utérus) or l'ovulation se produit 30h après le début de la phase des chaleurs vraies. C'est une erreur donc de présenter la truie au verrat trop tôt ; l'acceptation du mâle correspond à la phase d'immobilité qui dure environ 2jours.
4. L'accouplement doit avoir lieu au milieu de cette période soit à la fin de la première journée soit au début de la 2e ; la saillie dure 15-20min, l'éjaculation 4-5min,
5. Durée de la gestation : 114 jours

Compte d'exploitation prévisionnelle

La durée de vie d'un porc est au maximum de 4 ans mais ce compte d'exploitation s'étale sur 2 ans. On considère que l'éleveur achète des porcelets (10), les engraisse et après la mise basse, il revend les porcelets. Signalons que l'option d'embouche est encore plus rentable.

Compte d'exploitation prévisionnel porc (option vente des porcelets)



INVESTISSEMENT (EN BIF)

Porcherie

Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire	Coût Total	Durée/année	Amortissement annuel
1. Planches	Pc	150	3000	450 000,00	5	90 000,00
2. Clous	Kg	5	5 000,00	25 000,00	5	5 000,00

3. Chaume	Tas	10	2 000,00	20 000,00	3	6 666,67
4. Sceau 15l	Pc	1	8 000,00	8 000,00	3	2 666,67
5. Balais	Pc	2	2 000,00	4 000,00	3	1 333,33
6. Pelles	Pc	2	7 500,00	15 000,00	5	3 000,00
7. Marteau	Pc	1	15 000,00	15 000,00	5	3 000,00
7. Trident	Pc	1	12 000,00	12 000,00	5	2 400,00
8. Houes	Pc	2	8 000,00	16 000,00	5	3 200,00
9. Man- geoires	Pc	10	3 000,00	30 000,00	5	6 000,00
S/total Porcherie				595 000,00		123 266,67

Animaux

Porcelets (truies)	Bête	10	120 000,00	1 200 000,00
Verrat	Bête	1	180 000	180 000
S/total investissement				1 380 000

Fonctionnement annuel

Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire	Coût total
Achat des tourteaux	Kg	7 280,00	1260	9 172 800
Achat des médicaments	FF	1	150 000,00	150 000,00
Main d'œuvre	Mois	12	50 000,00	600 000,00
Imprévus (10%)				992 280
S/total fonctionnement				10 915 080

Recettes annuelles probables

Année 1 (une mise bas de 100 petits)

Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
1. Vente des porcelets	Bête	100	150 000,00	15 000 000,00
2. Vente Fumier	Tonnes	4	80 000,00	320 000,00
Total				15 320 000
Bénéfice An 1	15 320 000-10 915 080 = 4404920F			

Année 2 (2 mises bas, 200 petits)

1. Vente des porcelets	Bête : 200	200	150 000,00	30 000 000,00
2. Vente fumier	Tonnes : 8	8	80 000,00	640 000,00
TOTAL				3 064 0000
Bénéfice An 2	30 640 000-21 830 160= 8 809 840			

Fiche technique préparée par Nestor Mbazumutima, Responsable du volet élevage/Adisco

DYNAMIQUES PAYSANNES

« Je m'appelle Anne Marie NIBOGORA, je suis originaire de la colline Mwurire, commune et province Muyinga. J'ai adhéré à la mutuelle de santé communautaire appelée TUGIRAMAGARAMEZA après le décès de mon époux qui était de son vivant membre de cette mutuelle. Intégrer cette mutuelle n'est pas pour moi un fait du hasard. Quand mon mari a rendu son âme, il a d'abord été hospitalisé à maintes reprises. La contribution de la mutuelle a été pour nous d'une grande importance pendant cette période. Je ne sais pas ce qu'on allait faire à ce moment parce qu'on n'avait pas suffisamment de moyens pour payer la facture. En kirundi on dit « Nta wuvura urupfu » (traduit littéralement « Personne ne peut guerir la mort »), mon mari a fini par mourir et on a accepté cette volonté divine.

Un geste de la part de la mutuelle TUGIRAMAGARAMEZA reste encre en ma mémoire : pendant ces moments que ma famille venait de traverser, nous avons été assistés. Un montant de 50.000Fbu nous a été donné par les membres de cette mutuelle. En plus de ça, nous avons reçu une assistance constituée de vivres. Une forte délégation des membres de ladite mutuelle est venue chez nous.

C'était la joie et à un certain moment, nous avons constaté que le chef de famille avait tissé de bonnes relations dans la communauté. C'est à partir de ce moment que je me suis dit qu'il est temps de rejoindre cette grande famille caractérisée par un sens d'amour sans égal. Une partie du montant qui nous a été donné nous a servi dans l'achat des semences notamment celle du haricot. Aujourd'hui, mes enfants sont membres de cette mutuelle. Toute cette fierté je la dois aux membres

des groupes d'encrages à la base qui n'ont ménagé aucun effort pour nous sensibiliser à l'adhésion aux mutuelles de santé communautaires. Ceux qui n'ont pas encore pris la décision d'y adhérer je les encourage à le faire le plus tôt possible car ils sont en train de perdre beaucoup de choses et cela sous plusieurs angles y compris le côté social».

Diane MPAWENIMANA quant à elle est secrétaire de la mutuelle de santé TUGIRAMAGARAMEZA. Aussi, elle est chargée de la gestion des plaintes des mutuellistes au niveau de toute la commune Muyinga. Elle habite également la colline Mwurire. Exaltant les bienfaits de cette mutuelle, elle le dit en ces termes : « Pour nous les femmes, la mutuelle TUGIRAMAGARAMEZA nous a permis d'avoir une certaine autonomie financière dans nos familles. Il existe un système d'épargne et de crédit qui nous



permet d'avoir de l'argent facilement et qu'on doit rembourser dans un délai de trois mois maximums et cela sans intérêt. Dépassé ce délai, nous attendons patiemment si bien sûr nous voyons que celui qui a contracté la dette continue à épargner régulièrement. Au sein de notre mutuelle, en tant que femmes, il nous arrive de nous demander ce que nous deviendrons si par malheur nos maris meurent. Cette idée nous a donc permises d'épargner afin que nous puissions avoir accès à des crédits pouvant nous permettre d'entreprendre de petits projets. Notre mutuelle est donc pour nous d'une valeur inestimable. On se fait soigner à de faibles coûts et je peux même dire que nous tombons malades très rarement, ce qui n'était pas le cas avant. Vu l'importance d'une mutuelle, mon souhait est qu'on ait l'accord d'aller sensibiliser au niveau d'autres communes afin que d'autres puissent adhérer massivement aux mutuelles de

santé. Que ceux qui n'ont pas encore adhéré aux mutuelles de santé nous rejoignent pour le bien être de nous tous ».

« Je réponds au nom de Diomède NDARUSANZE. J'habite la colline Juragati, de la province Rutana. Être membre d'une mutuelle de santé est une bonne chose. Quand on tombe malade, on se fait soigner sans toutefois payer de grosses sommes comme c'est le cas pour les non membres des mutuelles de santé communautaires. Personnellement il m'est arrivé d'hospitaliser l'un de mes enfants à deux reprises. Notre mutuelle a énormément contribué dans le paiement des factures. A part cette appartenance à la mutuelle, nous avons constitué un groupe de 5 hommes. Au départ, nous avions l'idée d'épargner de l'argent. Par après, nous avons reçu un appui financier pour nous lancer sur la filière porcs. J'ai eu la chance d'avoir un porc parmi les premiers bénéficiaires. Après un certain temps, mon élevage a été fructueux à tel point que le rendement de la récolte a été bon grâce à la fumure issue de l'élevage de ces porcs. Cette saison, on s'attendait à une bonne récolte mais le climat n'a pas été bon mais quand même on ne va pas perdre. Un autre avantage est que je parviens à payer les frais de scolarité de mes enfants sans contracter un crédit grâce à l'argent issu de la vente de ces porcins. Ce projet a été bénéfique



pour moi. Comme nous avons vu la plus-value d'appartenir à une mutuelle, nous contribuons, en tant que membres, à la sensibilisation à l'adhésion aux mutuelles de santé communautaires. Aussi, nous incitons les gens de l'entourage à initier l'élevage de porcs car nous avons constaté qu'il est rentable. Nous qui avons déjà pris le devant, nous sommes à un stade où nous affirmons que nous sommes fiers. Que les autres nous emboîtent le pas, tel est mon message à ces gens qui traînent encore les pieds ».



Diomède dans son champ de maïs où il a utilisé de la fumure organique issue de l'élevage des porcs. Il salue ceux qui ont initié le projet d'élevage de ces porcs



A un certain moment, la fumure organique lui a fait défaut et il a fait recours à l'engrais chimique. Voilà à quoi ressemblait un autre champ de maïs au moment de notre passage

« Je m'appelle Léa NIBIGIRA. Je suis originaire de la colline Gaseri, commune et province Rutana. Je suis membre d'une mutuelle de santé communautaire qui a vu le jour en 2009. Le début n'a pas été facile. Pour avoir des frais de cotisation, nous étions obligés de tendre la main à la coopérative qui nous donnait des crédits à des taux que nous n'étions pas capables de supporter. Il arrivait des fois où ces crédits nous parvenaient avec un certain retard et

nous étions obligés de procéder à la vente sur pied ou carrément vendre notre cheptel pour payer nos cotisations à la mutuelle. Après avoir pensé à nous organiser autour d'un groupement de femmes ayant comme objectif d'épargner, les choses ont changé. A la fin de de l'année, nous partageons les dividendes et nous parvenons à payer nos cotisations sans faire recours à d'autres personnes. Chaque membre qui désire contracter un crédit le reçoit sans intérêt et cela

lui permet d'entreprendre des projets de son choix. Le 15 de chaque mois, chaque membre donne une cotisation de 1 000Fbu. Or, notre association compte 40 femmes. Pour dire que chaque mois nous collectons un montant de 40 000Fbu. Après 3 mois, nous commençons à donner des crédits à celles qui sont dans le besoin. Grâce à ces montants collectés, nous avons initié un projet de vente de l'huile de palme et des fretins. Nous avons privilégié les membres de l'association mais s'il arrive que nous restions avec quelques quantités, même les non membres peuvent venir acheter. Grâce à ce projet, je peux dire que la qualité de l'alimentation a drastiquement changé. Moi par exemple, je suis veuve. Après le décès de mon mari, la situation était catastrophique car je ne parvenais pas à satisfaire aux besoins les plus élémentaires de ma famille. Je mangeais des repas sans huile. Aujourd'hui, grâce à l'initiative des membres de l'association DUHAGURUKIRAMAGARAMEZA, les choses ont changé. Cela constitue pour moi un point de fierté. Aussi, grâce aux crédits que je contracte au sein de notre groupement, j'ai pu acheter une chèvre qui a déjà mis bas. Je vends aussi de la bière



de bananes et je pratique aussi la culture d'oignons. Tout ça me procure de l'argent et la base de tout c'est le fait que j'ai adhéré à une mutuelle de santé ».



Des groupements d'ancrage à la base organisent des journées de solidarité pour les membres qui ont eu des naissances

TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA : LES ANCIENS MEMBRES DE L'ÉQUIPE DU PROJET EN GARDENT UN BON SOUVENIR



Depuis le mois de mai 2019, un consortium formé de 4 partenaires, dont deux ONG belges BD - Broederlijk Delen et CSA - Collectif Stratégies Alimentaires ainsi que deux ONG locales ADISCO - Appui au Développement Intégral et la Solidarité sur les Collines et CAPAD - Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement, a mis en œuvre le projet dénommé TUBUNGABUNGE ISI NDIMWA (TIN) ou « Soutenir l'adoption et la mise en œuvre de pratiques agricoles durables restaurant et améliorant la fertilité des sols ».

ADISCO, sous l'accompagnement de BD, intervenait dans 12 communes des provinces Kayanza et Ngozi: les communes Busiga, Kiremba, Marangara, Ngozi, Nyamurenza, Ruhororo, Tangara pour la province Ngozi et les communes Gahombo, Gatara, Kabarore, Muhanga et Rango de la province Kayanza.

Quant aux organisations CAPAD et CSA, leurs interventions étaient concentrées dans 16 communes des provinces Ruyigi, Cankuzo et Karusi. A l'occasion de la clôture dudit projet qui a eu lieu le 17

mai 2025, le Secrétariat général d'ADISCO a organisé un atelier de transfert des responsabilités entre les équipes en rapport avec les acquis du projet TIN. Sous le patronage du Secrétaire Général d'ADISCO et en présence du Chef d'antenne Nord de cette Organisation, cet atelier qui rassemblait les cadres du projet, les animateurs et les stagiaires ayant travaillé dans le projet a été organisé à partir du 15 jusqu'au 17 mai 2024.

A l'occasion de cet atelier, il y a eu des échanges, les participants ont échangé, en plus du plan d'accompagnement des acquis du projet, des projets d'autopromotion que les membres de l'équipe TIN vont entreprendre à la fin du projet.

Une équipe de sept cadres parmi les vingt-huit membres de l'équipe a été chargée d'assurer l'accompagnement post-projet de ces acquis. Ça a été aussi une occasion d'échanger sur les leçons apprises et tous les membres ont exprimé leur sentiment de satisfaction.



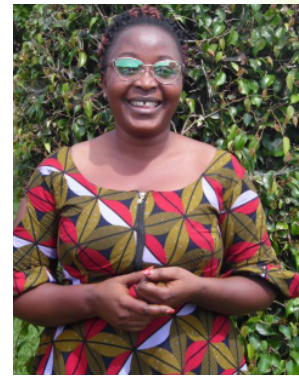
Gaston Hakizimana: «Ce que j'ai apprécié plus que les autres choses est le social, le bon traitement des employés et la régularité des salaires».



Vivien Barayavuga : «J'ai apprécié la collaboration entre l'employeur et l'employé pour atteindre les objectifs communs».



Simion Nkuzimana: «Le niveau de responsabilisation élevé et rationnel ; on travaille sans oppression».



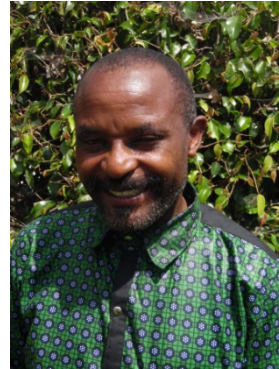
Evangeline Uwizeyimana: «J'ai appréciée la collaboration entre l'employeur et l'employé pour atteindre les objectifs communs» .



Jean de Dieu Haragirimana: «Ce que j'ai plus apprécié ce sont les compétences acquises en ce qui de la préparation et le développement des projets d'autopromotion ; l'autre chose que j'ai appréciée est le social».



Ferdinand Murenge-rantwari: «J'ai apprécié comment on m'a renforcé dans la médiation en résolvant pacifiquement les conflits entre les conjoints. En outre, j'ai été épaté par le même traitement des employés que ce soit les chefs ou aussi les subalternes. C'est notamment le partage, le social etc».



Salvator Riragendanwa: «J'ai apprécié l'approche d'autopromotion que prône DISCO et la solidarité au sein de l'équipe de travail».



Joël Manariyo: «Ce que j'ai apprécié ce sont les compétences acquises en ce qui est de la préparation et le développement des projets d'autopromotion et le renforcement de mon utilité envers la communauté».



Jean Claude Niyonkuru: Ce que j'ai apprécié «c'est que j'ai eu mon premier emploi à ADISCO et personne ne m'a exigé un pot de vin. L'autre chose que j'ai apprécié c'est que les résultats du travail fait sont palpables au sein de la communauté que j'ai accompagnée».



Edmond Manirakiza: «J'ai apprécié la technique utilisée en cas de conflit au sein des ménages à travers la médiation».



Floride Uwizeyimana: «Personne ne m'a rien demandé pour avoir du travail, j'apprécie aussi le social au niveau d'ADISCO».



Ame Albertine Gafura:
«Au cours de mon travail chez ADISCO, j'ai apprécié deux choses : la structure d'ADISCO, comment elle traite ses employés et surtout les femmes. En outre, j'ai apprécié les bonnes pratiques développés à travers le projet TIN et qui m'ont transformé en vrai agronome».



Eric Nsengiyumva:
«Ce qui m'a touché est comment ADISCO donne la chance aux jeunes moins expérimentés en leur offrant le premier travail ; l'autre chose est comment elle m'a aidé à devenir capable de résoudre des problèmes difficiles».



Ferdinand Nkurunziza :
«J'ai apprécié l'approche d'autopromotion que prône DISCO ainsi que la bonne collaboration avec les partenaires».



Jos Brice Kubwayo :
«La collaboration à tous les niveaux sans considération aucune et renforcement de mes compétences en ce qui est de production de fumure organique de qualité» .



Samuel Nijimbere :
«J'apprécie comment les ménages utilisent actuellement peu d'engrais de synthèse mais produisent suffisamment».



Georges Sinankwa:
« Ce que j'apprécie est que j'ai pu apprendre comment faire une communication constructive» .



Roxanna Iraganje:
«Mon implication dans presque toutes les activités du projet visait que le bénéficiaires reçoivent réellement et totalement ce qui leur est destiné».



Moïse Karabona :
«CeJe laisse une bonne réputation dans ma zone d'action».



Gervais Bizabishaka:
«J'ai apprécié le social dans l'équipe et les connaissances acquises qui ont pu changer les accompagnés» .



Berchmans Irakoze:
«J'apprécie comment ADISCO a accepté de m'accueillir sans expérience pour me renforcer. J'ai également apprécié l'approche d'autopromotion que prône ADISCO».



Josiane Mpawenayo:
«J'ai apprécié l'approche d'autopromotion et la bonne collaboration entre les équipes».



Léonidas Ndayisenga:
«J'ai apprécié la bonne collaboration entre les équipes et le travail synergique des équipes».



Louis Hakizimana :
«J'apprécie la bonne collaboration entre les employés, l'employeur et les accompagnés».



**Libère Bukobero/
Secrétaire Général :**
« J'apprécie le niveau d'autonomie de l'équipe. Elle est parvenue à gérer le projet aussi grand comme le TIN en toute autonomie».



Paul Kanyeleti:
«J'ai apprécié l'impact visible du projet».



**Fidèle Niyonizigiye,
Secrétaire Général
adjoint d'Adisco:**

«J'apprécie le niveau atteint par l'équipe en ce qui est de la résolution des problèmes difficiles».



Emmanuel Sibomana :
«J'apprécie comment on traite un employé d'ADISCO» .

EN PRATIQUE...SANTÉ

Les bienfaits insoupçonnés de l'avocat

Originaire des climats tropicaux, ce fruit de l'avocatier nous fait profiter non seulement de sa chair, mais aussi de ses multiples vertus extraordinaires sur les plans nutritionnel, sanitaire et même esthétique. Ce ne sont toutefois pas les seules bonnes raisons de consommer ce super aliment. Nous vous présentons dans les lignes suivantes d'autres raisons qui vous donneront assurément envie d'intégrer plus d'avocat dans vos menus quotidiens.



Il existe des dizaines de variétés d'avocats dont la couleur, la texture et la grosseur peuvent varier. L'avocat est le fruit comestible de l'avocatier, un arbre de la famille originaire du Mexique. C'est dans ce pays que des scientifiques ont découvert la plus ancienne preuve de consommation d'avocat qui remonte à près de 10 000 ans dans l'État de Puebla, au centre du Mexique.

Les vertus nutritionnelles de l'avocat

Comme la banane et le raisin, l'avocat est un fruit très nourrissant et énergisant, idéal pour les enfants en pleine croissance, les adolescents, mais aussi pour les adultes, et notamment avant une séance de sport par exemple ! Puisqu'il est nourrissant, l'avocat est un excellent coupe-faim, qui peut vous aider à perdre du poids et à réduire la graisse abdominale, grâce à toutes les vitamines (vitamines C, B1, B2, B3, B6, B12 et K) et aux acides gras qu'il contient. L'avocat favorise également une meilleure assimilation des autres nutriments, comme ceux des tomates et des carottes, et participe donc à une alimentation des plus saines.

Les bienfaits de l'avocat sur la santé

1. **Digestion** : les fibres présentes dans l'avocat favorisent un bon transit intestinal, ce qui permet de lutter contre la diarrhée, la constipation mais aussi les maux d'estomac. Si votre digestion fait parfois des caprices, mangez de l'avocat, car un seul contient en moyenne 7% de fibres, aidant ainsi le transit intestinal!
2. **Diabète et cholestérol** : grâce à sa teneur en vitamine K, à son pouvoir antioxydant et aux acides gras, l'avocat diminue les risques de diabète et de cholestérol sanguin. L'acide oléique et l'acide linoléique sont deux excellentes huiles que nous fournit l'avocat. Recommandées dans le cadre d'une alimentation équilibrée, ces graisses insaturées aident à gérer le taux de cholestérol.
3. **Maladies cardio-vasculaires** : l'avocat est excellent pour le cœur, et est aussi conseillé en cas d'hypertension artérielle. En effet, l'avocat est riche en graisses, dont 60 % sont des graisses mono-insaturées. Selon de nombreuses
- recherches, elles contribuent à protéger contre les maladies cardiaques et à abaisser la pression artérielle. Excellente source de potassium, de folates et de fibres, ce fruit est bénéfique pour le cœur, voire le système cardiovasculaire.
4. **Action cicatrisante** : les propriétés de l'avocat sont dites « trophiques », elles nourrissent les tissus, elles lui confèrent donc des vertus cicatrisantes sur la peau et les gencives. L'idéal étant de combiner les actions de l'avocat ou de l'huile d'avocat au dentifrice Oral-B Répare Gencives et Émail Nettoyage.
5. **Douleurs menstruelles et grossesse** : ce fruit merveilleux soulage aussi les douleurs de règles et est recommandé en cas de ménorragie (durée anormalement prolongée des règles). Si vous êtes enceinte, notez que l'avocat réduit aussi le risque d'anomalies congénitales pour votre enfant.

Les utilisations cosmétiques de l'avocat

Nous l'avons évoqué plus haut, l'avocat possède des vertus cicatrisantes et réparatrices, ce qui participe à l'entretien d'une belle peau et lutte contre la sécheresse, les vergetures et même les cernes ! Un avocat mixé est l'un des ingrédients incontournables pour un masque spécial visage hydratant. Au-delà de la peau, vous pouvez aussi utiliser l'avocat pour vos cheveux ! Un masque à l'avocat sera excellent pour votre cuir chevelu, afin de réparer et adoucir des cheveux secs et abîmés et aidera même votre chevelure à pousser plus rapidement, grâce à la biotine : la vitamine B8.



Sources (consultées le 23 juillet 2024):

<https://www.enviedepius.be/bien-etre/alimentation-saine/les-bienfaits-de-l-avocat-vertus-et-proprietes>

<https://www.zeste.ca/articles/bonnes-raisons-de-consommer-l-avocat>

<https://www.greelane.com/fr/science-technologie-math%C3%A9matiques/sciences-sociales/domestication-and-spread-of-avocado-fruit-169911/>





Appui au Développement Intégral et à la solidarité sur les collines



Commune Ntakangwa, Zone Buterere, Quartier Kiyange I-Population



(00257) 77 25 20



www.adisco.org



info@adisco.org



2695 BUJUMBURA